HEBDOMADAIRE: 15 fr. IIe année — Deuxième série: n° 22 MARDI 7 AVRIL 1953

CONTRE COURANT

Ce qu'il faut dire

A FÉLICIEN CHALLAYE

AVANT de se réjouir franchement de la tournure favorable que prennent depuis la mort de Staline les événements internationaux il y a lieu d'attendre que se précisent certaines attitudes et que prennent clairement position chancelleries, gouvernements et O. N. U. Déjà, au travers de ce qu'il est convenu d'appeler, depuis quelques jours, « l'offensive de paix soviétique », se dessinent des manœuvres de diversion amorcées par quelques gros squales, du centre et du sud-est européens, fort gênés dans leurs combinaisons diplomatiques par la clarification des eaux. Cette semaine pascale aura donc, je pense, une extrême importance pour les millions d'humains qui n'ont aucun intérêt à ce que se déclenchent des guerres vu que c'est avec leur peau qu'elles se font.

Mais si du côté de la Corée la situation s'améliore, si en Indochine on peut caresser le vague espoir qu'un mieux imminent rendra inutile le recrutement de parachutistes par *le Figaro*, les points de friction ne seront pas pour cela complètement éliminés. Le pétrole fera encore des siennes en Iran, l'uranium au Kenya, le wolfram en Birmanie, l'islamisme dans les Etats arabes, le colonialisme et le nationalisme un peu partout.

A ce sujet je parlerai aujourd'hui d'un rapport de l'*Union Générale Tunisienne du Travail* qu'a publié *le Libertaire* dans son numéro daté du 26 mars sous le titre: « La vérité sur le meurtre du militant ouvrier Farhat Hached ». Manchette par trop prometteuse.

A la lecture du document rien de neuf n'apparaît. On s'aperçoit même que certains faits importants, peu favorables à la thèse émise par les amis de la victime sont passés sous silence et surtout le témoignage capital qui prouverait qu'Hached connaissait ses assassins.

Dans le premier numéro de notre hebdomadaire j'avais évoqué cette affaire et fait part de mes soupçons. La rapport de l'U. G. T. T. n'infirme pas la thèse d'un règlement de comptes entre Tunisiens. Il l'écarte sans plus, accusant la « Main Rouge », organisation terroriste à la dévotion du gros colonat.

Je ne sais si cette « Main Rouge » existe réellement. Certains milieux colons sont fort capables d'avoir organisé une cagoule tunisienne, mais pour qui n'est pas aveuglé par le parti pris rien n'est bien probant dans les explications et « preuves » qui ressortent du rapport. Et c'est fâcheux.

« *Tous les Tunisiens sont absolument persuadés qu'il s'agit d'un crime perpétré par les Français notamment par l'organisation terroriste française de la « Main Rouge » qui a des appuis très haut placés et qui compte parmi ses membres plusieurs policiers très influents. Par ailleurs, seuls des Français pouvaient trouver un intérêt à le supprimer, malgré les répercussions que ce geste pouvait avoir à l'O. N. U. dont la France ne voulait pas reconnaître la compétence. Il s'agissait de supprimer le grand obstacle que représentait Farhat Hached, tant du côté beylical que du côté de la masse populaire, afin de décapiter la masse populaire d'une part, et d'autre part, de mener le Bey à composition, et annuler ainsi tout retour éventuel de la question tunisienne à l'O. N. U., le Bey ayant signé et le peuple ne protestant plus. Par ailleurs, la conviction des Tunisiens se trouve confirmée non seulement parce que c'est la seule hypothèse logique et que le raisonnement qui y mène ne contient aucune faille, mais aussi parce qu'elle se trouve corroborée par certains avertissements et menaces, par certains préparatifs et par le comportement de la police et des autorités après le crime, au lieu d'affaiblir cette conviction l'a au contraire renforcée.* » Je cite ce long passage pour ne pas être accusé d'avoir tronqué un texte.

Or le raisonnement, à l'encontre de ce qui est dit, contient de nombreuses failles. Il ne m'appartient pas de défendre « les Français ». Des journaux le font avec des arguments que je réprouve. Je me place au point de vue de la recher-

che historique et essaie de démêler le vrai du faux sans plus. Or l'affirmation que les Tunisiens sont persuadés du crime français ne prouve point qu'ils ont raison. Les Français sont eux, persuadés qu'ils ont acquis la liberté en prenant la Bastille. A tel point qu'ils commémorent chaque année l'événement. On sait combien c'est contestable!

Examinons les arguments un à un.

Farhat Hached est l'obstacle qu'il faut supprimer. Mais il y en avait d'autres, ceux du Destour et du néo-Destour qui ont été déportés par la Résidence ou contraints à l'exil. *Seul*, justement, Hached ne fut pas inquiété lors des premiers troubles ni par la suite, ce qui a dû lui attirer pas mal d'inimitiés.

Et pourquoi ne pas dire qu'il avait fait passer son organisation syndicale de la F. S. M. d'obédience communiste à la C. I. S. L. favorable à l'autre bloc. Est-ce un moyen pratique pour s'éviter les ennemis?

Voyons du côté beylical à présent. Peut-on ignorer aussi facilement, dans un rapport aussi long, les divergences de vues qui régnaient et règnent encore au Palais où toute une partie de l'entourage du bey était hostile à Farhat Hached qui avait tendance à faire la pluie et le beau temps dans la maison. Aucune allusion non plus aux incidents qui eurent lieu dans ce même palais beylical l'avant-veille et la veille de l'assassinat entre la future victime, le bey et ses conseillers. Précisément parce que le bey avait changé d'avis et se refusait à suivre Farhat Hached plus longtemps.

Avouons que si les ennemis du chef syndical n'étaient pas nombreux — cela reste à démontrer — ils étaient par contre puissants. Et que ce rapport est bien incomplet, sinon tendancieux.

Anarchiste, tu te dois de soutenir les thèses anticolonialistes, me disait récemment un de nos camarades algériens qui se donne tout entier à la cause de ses frères opprimés.

D'accord. Partisan de la liberté je ne saurai la contester à personne. Dois-je dire ou écrire, pour cela, le contraire de ce que je crois vrai? Il est inutile d'y compter. Je pense qu'à l'exemple des autres problèmes sociaux la question coloniale ne peut plus se résoudre à la 1911. Le temps de Vigué d'Octon et de *la Guerre Sociale* est révolu.

La politique de l'autruche n'aboutit nulle part. Nous devons nous méfier des nouvelles formes que prend le colonialisme, *sur tous les continents*, Europe comprise, et envisager la lutte sous des formes adéquates au lieu de rabâcher de vieilles formules

LA EST LE COURAGE.

Louis LOUVET.

MORT DE GEORGES PIOCH

Mon vieux camarade Georges Pioch vient de nous quitter, à l'âge de 79 ans, dans une clinique, à Nice, où il s'était retiré, séduit par la douceur du climat, et où il avait fixé ses pénates, dans une modeste demeure, sur les plus hauts sommets de la ville, au mont Boron. Etant de passage sur la Riviera, je l'avais revu dernièrement, plein d'amertume, aigri et quelque peu distant, ne paraissant point attacher à l'amitié autant de prix qu'autrefois. Il vivait de ses articles dans Nice-Matin, *feuille conformiste dans laquelle il réussit à faire entendre à ses lecteurs quelques vérités premières, parmi des souvenirs qu'il se plaisait à évoquer au sujet de personnages qu'il avait connus et approchés de près, au sein de la bataille littéraire. Il faisait dans la même ville des conférences, sur la musique et les musiciens, principalement sur Beethoven, pour lequel il professait un culte tout particulier.*

Jamais, quoi qu'on en ait pu dire, Pioch ne renia, au cours de son existence de militant, son idéal anarchiste, d'anarchisme épuré, hautement spirituel et humain. Individualiste, au sens véritable du mot, il le resta toute sa vie. On sait que, communiste de la première heure, il dut quitter par la suite le parti, n'ayant pu se soumettre à ses directives. Il n'en continua pas moins de lutter pour le triomphe d'un progrès social en harmonie avec le progrès moral le plus élevé.

Nous avions fait ensemble nos débuts dans les lettres, aux environs de 1900, époque où nous étions encore pleins d'illusions, et où l'on croyait que le monde allait vraiment « changer de base ». Pioch publia à cette époque, tandis que les jeunes revues accueillaient ses articles, ses premiers livres de poèmes: Toi, Le Jour qu'on aime, La Légende blasphémée, *suivis de* La Bonté d'aimer, Les Victimes, La Paix inconnue et dolente, Vingt Ballades frappées à l'effigie de la Paix *(ces dernières parues dans ma Bibliothèque de l'Artistocratie en mars 1931). On lui doit encore une douzaine d'ouvrages en prose, parmi lesquels je me bornerai à citer* L'Impuissance d'Hercule, Les Dieux chez nous, 15.000 ou la Foire Electorale, Jaurès, Beethoven, *etc., et quelques pièces de théâtre:* Le Sanil, le Faible, Conte Pâle, La Médaille militaire, *etc. Critique dramatique à* La Volonté, *critique musical à* Musica, *dont il fut rédacteur en chef, critique littéraire aux* Hommes du Jour, *il dirigea pendant quelque temps un des services les plus importants de la radio, dont il ouvrit la porte à ses amis. Orateur remarquable, ses auditeurs l'avaient surnommé « le Pèlerin de la Paix », dont il plaidait la cause en termes chaleureux. Il avait été l'animateur du* Barrage *antifasciste, avec René Gerin et Félicien Challaye.*

Georges Pioch, dont le style rare et précieux déconcertait parfois les profanes, ne parlait jamais pour ne rien dire, prétendant conserver son franc-parler et s'exprimer en toute indépendance, en quelque organe que ce soit. C'était l'un des derniers représentants d'un journalisme d'idées, où le souci de la vérité marchait de pair avec celui de l'art et de la beauté.

Quels que soient les reproches que certains aient cru devoir lui adresser, à la suite d'erreurs regrettables (Louis Leccin n'a pas été très satisfait de son attitude à son égard), le nom de Georges Pioch n'en restera pas moins comme celui d'un écrivain de grande classe, qui fut aussi un homme libre.

Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

Du côté des gros sous

Nous aurions tort de nous plaindre. Au contraire nous avons l'impression nette que de tous côtés nos amis font le nécessaire pour nous trouver des abonnés et nous sommes en pleine progression. D'un autre côté les envois faits au titre « d'anciens » de nos périodiques se décantent. Des amis s'abonnent et restent donc au coude-à-coude. D'autres abandonnent. Nombreux sont encore ceux qui jouent les personnages muets. Qu'ils se décident et optent.

Ceci dit, un hebdomadaire a besoin de soins constants. Le nôtre est un enfançon en pleine croissance, il a un solide appétit et nous coûte un peu plus cher que prévu. Pas énormément par numéro mais, multiplié par 24 par série, cela arrive à faire une somme. Pourtant nous faisons tout par nous-mêmes ce qui prend tout notre temps.

Il faut donc de nouveaux abonnés pour commencer. Nous allons partir pour une seconde série de prospections aux adresses reçues à la suite de l'envoi de notre imprimé. Insistez de votre côté auprès des sympathisants si vous en avez contacté.

Faites le maximum en avril. En mai nous proposerons autre chose. Et d'avance, merci.

Louis LOUVET - André MAILLE.

Imprimerie spéciale de *Contre-courant*
34, rue des Bergers, Paris-15e
Le gérant: HAINER.

Prélude à une publication

A LAGAILLARDE

ex-compagnon de détention

On vient de me passer *France-Dimanche* du 22 février où Lagaillarde, ex-mutin de la Mer Noire du cuirassé « France », relate d'une façon un peu burlesque ses exploits sur la révolte en question.

Ecrit en gros caractères: *Le vrai mutin de la Mer Noire c'est moi.* La prétention est de taille, car n'oublie pas, Lagaillarde, que d'autres compagnons étaient mieux préparés que toi pour une telle action. Tu voulais donner libre cours à ton instinct au détriment de la raison. Tu étais un type explosif, un impulsif et un bagarreur. Je suis étonné aujourd'hui de trouver sous ta plume une confession lamentable.

« *Quant à moi*, dis-tu, *j'ai mon fils à élever. Mais les cachots de ce pays m'ont mis bien mal en point. Pourtant je pardonne à tous ces gens-là, comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés. Car je ne crois plus à la révolution sociale et me range du côté de tous les Français de bonne foi...* » Voilà ce qu'écrit Lagaillarde, *le plus grand mutin* de la Mer Noire (selon lui). Comme reniement c'est bien dosé.

Pardonner au sinistre Clemenceau, aux officiers qui nous méprisaient, et aux gardiens de prison tortionnaires par vocation, ah non! pas de cette indignité-là. Avant de partir en Russie le bruit circulait à bord que c'était pour un voyage d'agrément. Nous avons été induits en erreur cyniquement. C'était pour mater un peuple en révolte contre leurs bourreaux; c'était dans un but de guerre.

Non, Lagaillarde, tu n'as jamais été anarchiste; tu as été dis-tu frustré de ce titre? Tu as vécu pendant la détention avec d'authentiques anarchistes. Je te citerai les plus en vue: Vuillemin, Ricros, Le Mith et je ne suis pas sûr qu'il y en eût d'autres. Peut-être ont-ils réussi à t'abreuver un peu de leurs théories. Tu serais alors un anarchiste né de ta détention. D'ailleurs tu le dis toi-même que tu étais peu instruit politiquement. J'y ajoute « pendant la bagarre ».

Tu parles d'une compagnie de débarquement en position dans la banlieue de Sébastopol où les marins se trouvaient dans les tranchées. Je n'ai jamais eu connaissance de cette compagnie-là et Marty ne la mentionne pas dans son livre. C'est celle-là qui se serait dégonflée selon toi. Je tiens à le souligner pour éviter toute confusion avec celle du Fort Nord de Sébastopol dont je faisais partie.

Je ris en lisant ton récit tellement tu l'as gonflé en exagérations. Je vais en réfuter quelques-unes. C'est Lagaillarde qui parle : « *Nous nous sommes emparés d'une dizaine de revolvers dans le carré des officiers. Où étaient donc ces derniers, à la messe?* » Cela fait bien sur le papier, mais la réalité doit être tout autre. Je signale aussi le passage où tu usurpes le plan créé cérébralement par Vuillemin qui consistait à faire rallier l'escadre à Toulon pour y former un corps de volontaires marcher sur Marseille, Lyon et Paris. C'est Vuillemin, dis-je, le père de ce plan. Oui, le commandant avait donné sa parole d'honneur que si pendant le trajet tout se passait dans le calme, il n'y aurait pas de punitions. Mais cette expression *si vous ne nous tuez pas* (!).

Je passe sur la façon dont tu fus arrêté sur le pont avec un revolver dans les côtes par un policier du bord; mais où je m'insurge c'est du mensonge en ce qui concerne Vuillemin. Tu dis qu'il a réussi à s'échapper du bord et regagner la France pour alerter certaines organisations. Non, Lagaillarde, *cela est faux*, tu le sais toi-même que tous les délégués ont débarqué légalement du « France », ayant la permission en poche. Malgré la grande estime que j'ai pour Vuillemin et l'amitié qui m'a toujours lié à lui, je ne laisserai pas passer en silence un mensonge aussi caractéristique.

Un jour à Paris, accompagné de Ricros, nous sommes allés rendre visite à Vuillemin, dans la chambre qu'il occupait avec sa compagne et voilà ce qu'il m'a révélé: « *Je savais*, dit-il, *quatre jours à l'avance, qu'on devait vous arrêter. Mais que faire? L'équipage n'avait plus cette flamme pour tenter quelque chose et j'ajouterai aujourd'hui ni les délégués.* » Si Ricros me lit il doit se souvenir de cette entrevue. Je sortais le jour même de la Santé.

Vuillemin avait donc eu un entretien avec le commandant? Et je comprends pourquoi rien n'a été tenté. Mais eux aussi (les délégués) sont tombés dans le panneau. Quarante-huit heures seulement au sein de leur famille et retour brusqué à Bizerte accompagnés de gendarmes.

« *Nous devions être fusillés dans les quarante-huit heures* », dit Lagaillarde. Quelle imagination fertile. Passons... « *Nous nous décidons à nous battre une dernière fois, nous tuerons le sergent, nous lui prendrons les clefs puis nous nous sauverons vers le Sud pour rejoindre la dissidence.* » Tiens, y avait-il une dissidence à cette époque-là en Afrique? « *De là nous gagnerons l'Amérique du Sud* ». Pourquoi pas la lune? Lagaillarde tu es un vieux rêveur de grand talent, j'allais écrire un mystificateur-né. Tu as voulu provoquer chez les lecteurs de *France-Dimanche* une hémorragie cérébrale. Car il nous était facile de tuer le gardien ou plutôt le sergent ravitailleur, tous les jours il nous rendait visite.

Voici une autre description fantaisiste : « *...nous entendons courir dans la rue; sous les fenêtres des gens discutaient avec la sentinelle qui auraient crié « vous en faites pas les gars vous ne serez pas fusillés.* » Justement les fenêtres de nos prisons donnaient, inversement à ton récit, dans la cour de la caserne et non sur la rue. Tu ne te souviens donc plus, Lagaillarde, que certains soirs nous faisions un tel boucan après avoir ingurgité quelques litres de rouge que des gradés de la caserne intervenaient dans la cour en frappant contre nos fenêtres pour nous faire taire.

S'il me fallait réfuter toutes les incorrections de ton article il me faudrait tout le journal de mon ami Louvet.

J'ai connu un autre bagarreur, Huret, de L'Estaque près de Marseille. Je l'ai rencontré quelquefois dans cette ville et je n'ai jamais pu le déterminer à assister à une causerie du groupe anarchiste. C'est qu'il avait la carte du P. C. et alors le contact devenait illégal.

Lagaillarde vient de se débarrasser de ses principes révolutionnaires pour se tourner vers le conformisme social. Adieu toutes les bagarres.

Pierre LE ROUX.

MANIÈRES DE VOIR

LE SYNDICAT SUFFIT AUX TRAVAILLEURS

Dans le numéro d'octobre de *La Griffe* (1), le camarade Aubrun a pris à partie mon ami Nicolas Faucier pour un article que celui-ci avait fait paraître dans un numéro précédent. Je m'empresse de préciser que je suis entièrement d'accord avec Faucier, au point que j'aurais pu signer moi-même son papier.

Je précise aussi, en réponse au deuxième alinéa de l'article d'Aubrun, « diatribe politico-haineuse... », que Faucier, que je connais depuis fort longtemps, *n'a jamais appartenu à aucun parti politique.*

J'ai aussi de la mémoire et je me souviens qu'en 1939, parmi les militants jetés en prison pour être restés fidèles à leur classe et à leur idéal, on trouvait le pur syndicaliste et pacifiste Faucier. Il devait passer de nombreuses années à l'ombre.

Nous n'avons jamais dit que le syndicat doit ignorer les gouvernements et les problèmes politiques. Nous croyons au contraire à la capacité du syndicalisme dans tous les domaines, ce qui a pour conséquence l'affirmation de l'inutilité des partis, et finalement de leur nocivité, en ce sens qu'ils ne rassemblent les hommes qu'en raison de leurs croyances idéologiques — chose bien vague et incertaine — tandis que le syndicat les unit en fonction de la classe sociale à laquelle ils appartiennent et de leurs intérêts tangibles, d'où nous affirmons l'irrémédiable infériorité du parti sur le syndicat.

L'Etat et les partis sont inséparables, les partis étant essentiellement des machines organisées pour conquérir l'Etat. Par son action propre, le syndicat — que ses militants le veuillent ou non, que l'on trouve cela bien ou mal — obtient des résultats qui mettent l'ordre social en danger et ont l'avantage d'être immédiats, alors que le parti promet le bonheur du peuple pour après la prise du pouvoir (demain, on rasera gratis...). En même temps qu'il poursuit la libération du travail de la tutelle du capital le syndicat concourt aussi, comme conséquence de ce qui précède, à la ruine des partis et, donc, de l'Etat. Les partis se sont toujours révoltés contre cette condamnation et depuis le Congrès d'Amiens en 1906 et la charte qu'il a donnée pour toujours à la classe ouvrière, ils ont travaillé inlassablement à réparer la défaite éclatante que le syndicalisme leur a infligée il y a quarante-six ans. Ils sont partis à la conquête des postes de direction du mouvement syndical, l'ont neutralisé et réduit au rôle indigne de rouage du parti, de « courroie de transmission », comme ils disent cyniquement.

Jamais les syndicalistes, qui entendent s'attribuer *exclusivement* toute la direction de la lutte ouvrière, n'accepteront cet état de fait. Ils demandent aux ouvriers de ne pas juger le syndicalisme d'après l'état d'abaissement où il est maintenu présentement par les partis et les gouvernements. Ils savent qu'en 1906, lorsqu'il est enfin devenu lui-même, il a fait trembler le monde. Bourgeois et gouvernants fuyaient comme des lièvres, en mai de cette année-là. Depuis, mon cher Aubrun, nos exploiteurs ont rarement connu pareille frousse.

Et puisqu'il est question dans ton papier de notre Chambre typo, lorsqu'on compare son action avec ce qui se passe dans le mouvement syndical des grandes industries et services publics : métaux, bâtiment, cheminots, etc., et l'état lamentable qu'y connaissent nos malchanceux camarades, au point qu'ils apparaissent de plus en plus comme un prolétariat à l'abandon, notre 21e section peut être fière de ses réalisations et de l'exemple qu'elle continue de donner à toute la classe ouvrière.

Notre espoir est que les travailleurs, déçus par les partis et la comédie électorale, se tourneront enfin vers le syndicalisme. Parce que, hors de cette voie, il n'y a que division et désespoir. Parce que le syndicat *suffit à toute l'œuvre de libération.* Parce qu'il est le *seul* parti de la classe ouvrière.

Marcel GUENEC.

(1) Cet article avait été écrit pour ce journal d'entreprise, publié à l'usage des travailleurs d'une grande imprimerie parisienne du centre. Il a été refusé, en même temps que l'on y supprimait la tribune libre, laissant ainsi le dernier mot au camarade Aubrun, d'obédience communiste. C'est pour défendre le syndicalisme indépendant que cet article a été écrit et c'est avec plaisir que *Contre-courant* l'accueille dans ses colonnes.

LA VITRINE *du libraire*

Les Editions Seghers ont entrepris la publication d'une collection de Cahiers bimensuels réservés aux poètes. Le N° 254, dernier paru, est signé Joséphine. Ce sont des vers pas comme les autres. L'auteur s'efface sous ce pseudonyme, mais nous sommes avertis qu'il s'agit d'une personnalité féminine du monde scientifique. En tout cas, c'est un vrai poète, tourmenté par les idées et qui a quelque chose à dire. Pessimiste? Bien sûr. Comment ne l'être pas quand on est clairvoyant? Cela n'enlève à son œuvre ni la vie, ni l'humour et l'on y sent l'humain à travers la satire. *L'Antipoète*, du début, *La Liberté, Internationalisme de guerre, La Peur* sont d'une belle force d'expression. Avec un sens inné de l'observation, l'auteur nous promène dans les rues bordelières de la Goutte-d'Or à la Chapelle, toutes grouillantes de putains fatalistes et d'inquiétants sidis. Son argot est bien personnel et ne s'apparente à aucun autre. Nous attendons d'autres productions de « Joséphine » dont le talent ne peut que s'imposer et nous souhaitons lui voir occuper sans retard la place qui revient aux vrais poètes. — Jeanne HUMBERT.

L'Antipoète, par Joséphine. Une plaquette, 100 fr., franco 115 fr. à notre Service de librairie.

CENTRE « L'UNIQUE »

DIMANCHE 12 AVRIL à 15 h., « Au Bouquet du Trône », 8, avenue du Trône (métro. Nation) : *L'Homme est-il un animal religieux?* par Ixigrec, E. Armand, etc... LUNDI 13 AVRIL, même heure, même salle, *Nudité, art et sensualité,* par Kieunê de Mongeot. Le DIMANCHE 26 AVRIL, à l'occasion des 81 ans d'E. Armand, repas de copains suivi d'une matinée artistique (inscriptions dernier délai 13 avril à *René Guillot*, 3, rue Aristide-Bruant (18e), repas et matinée: 800 francs).

CONFERENCES « DEFENSE DE L'HOMME »

VENDREDI 10 AVRIL à 20 h. 30 aux Sociétés Savantes, 8, rue Danton, 7e conférence: *Dans un monde sans Dieu!* par Jean Cotereau, délégué à la propagande de la Fédération des Libres-Penseurs. Participation aux frais: 100 francs.

CHOIX A FAIRE



Il faut conquérir le « droit de consommation ». Il ne peut être obtenu que par la grève générale expropriatrice, c'est-à-dire par les travailleurs prenant possession des ateliers, des usines, les organisant pendant que les consommateurs réalisent la distribution qui doit être la seule base *qui commande à la production.*

Dès maintenant, tout mouvement révolutionnaire doit lutter pour acquérir, en l'organisant à la base, la gratuité totale dans les domaines accessibles immédiatement: transports, logement, charbon, électricité, gaz, soins médicaux. Cette réalisation anarchiste est possible dès aujourd'hui en donnant à la grève gestionnaire sa pleine signification.

Ce combat est le seul que puisse animer les anarchistes, parce que seul il conduit à la libération sociale en renversant les données économiques du régime. La gratuité est l'arme qui s'impose et elle est digne des anars en ce sens qu'elle réalise immédiatement les conditions d'une société libertaire.

Evidemment l'échec est possible à la première tentative, mais pas absolument certain. *C'est le lot de tout essai révolutionnaire. Mais c'est la seule issue et cette lutte ne manquera pas de galvaniser les jeunes énergies qui cherchent leur emploi.*

Rejetons toute la phraséologie plus ou moins démagogique des candidats « commissaires du peuple » avoués ou non. Il faut choisir entre:

— l'intégration au régime capitaliste, c'est-à-dire continuer à pleurnicher sur le salaire trop bas, la journée de travail trop longue, la retraite trop lointaine, et espérer que la faveur des « masses exploitées » apportera le succès du parti ou de la secte;

— ou le renversement total des pouvoirs (autorité et propriété) au profit de l'égalité économique sans laquelle il ne peut y avoir de liberté, c'est-à-dire confier directement à l'Homme, sans distinction d'origine sociale ou raciale, les fonctions qui lui appartiennent dans la consommation, lui assurer sa place dans la production et la vie sociale.

Les anarchistes savent que si la première hypothèse satisfait les politiciens, la seconde qu'ils sont seuls à défendre, *exige des hommes un désintéressement absolu et le courage d'agir à tout moment, quelque puissent être pour eux les conséquences de leur comportement. C'est la raison qui fait que nous n'accepterons jamais de nous laisser embrigader dans une organisation autoritaire qui ne peut que trahir nos aspirations. Est-ce à dire que nous rejetons l'organisation comme certains esprits mal intentionnés le prétendent? Non, bien au contraire. Les libertaires ont une conception très précise de la façon de coopérer à une action commune dans le respect mutuel des droits de chacun. Nous en parlerons prochainement.*

Roger-A. PAON.

---

notre presse

LE LIBERTAIRE. — Numéro plus étoffé que le précédent où débute une enquête sur Israël d'Eric Albert. J'y reviendrai lorsqu'elle sera plus avancée. Un article de Fontenis, en réponse à Aragon traînant les anarchistes dans la boue dans l'*Humanité* du 19 mars, est à lire. Dommage que sa phobie de l'individualisme ait rabaissé son argumentation et qu'il ait jugé bon de reprendre le leit-motiv de la si jeune et si grandissante F. A. qu'elle n'ose plus publier la liste de ses groupes en activité. Un rapport de l'U. G. T. T. sur l'assassinat de son chef Farhat Hached n'apporte guère de précisions valables sur ce drame attribué à la « Main Rouge »! Enfin le Comité national croit devoir faire appel à la grève générale contre le fascisme, le gouvernement et la bourgeoisie qui frappent la classe ouvrière au travers de la C. G. T. Les expériences précédentes n'auraient donc pas suffi. *Réd.-Adm.: 145, quai de Valmy, Paris-10e.*

LE COMBAT SYNDICALISTE. — Organe de la Confédération Nationale du Travail (de langue française), ce journal soutient les revendications des adhérents de cette centrale qui réclament, dans l'immédiat: « 1. 35.000 *francs par mois à la base. Augmentation dégressive ensuite Rien au sommet de l'échelle hiérarchique. 2. Suppression des zones de salaire. 3. Retour immédiat aux 40 heures pour tous. 4. Echelle mobile unilatérale. 5. Retraite à 50 ans pour tous, égale au salaire minimum garanti.* » Il invite les travailleurs « *à venir grossir ses rangs pour obtenir, en bataillant classe contre classe, sous le signe de la solidarité, des conditions de vie meilleures pour ceux qui manquent de tout.* » Des articles de Lalime sur la Commune, de Dampier sur l'affaire Rosemberg, du lampiste Dufalot et une page entière de tribune libre rendent intéressant ce numéro du 20 mars qui publie en outre les « Nouvelles de l'A. I. T. » *Réd.-Adm.: 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9e.*

L'ORRDRE SOCIAL. — Edité par nos amis du groupe Elisée-Reclus de Nice, ce numéro recto-verso, ronéotypé, s'élève contre les pratiques de l'Eglise dans l'affaire Finaly et publie un article sur la mort de Staline. Appel est fait aux compagnons de la région pour qu'ils se mettent en rapport avec Roger A. Paon, 21, avenue Richepin à Nice en vue d'intensifier la propagande.

K. DRATIN.

CHANGEONS de méthodes !

Devant la hargne répétée des tribunaux militaires envers les objecteurs de conscience des pacifistes défendent avec beaucoup de sincérité un projet de statut établissant un service civil compensateur. Ce projet me semble être une naïveté et une duperie. Naïveté parce qu'il paraît très improbable qu'une majorité parlementaire tombe occasionnellement d'accord sur un texte rompant une tradition bien établie. Les Français, ne l'oublions pas, sont gens s'accommodant volontiers de l'injustice de la servitude militaire si cette injustice est générale: leur goût pour l'égalité se satisfait à bon compte. Le vote d'un statut équivaudrait — à leurs yeux — à l'octroi d'un privilège officiel en faveur des rebelles à l'accomplissement d'un devoir, pénible sans doute, mais consacré par plus d'un siècle et demi de pérennité. Supposition insoutenable pour les patriotes du Palais-Bourbon.

Duperie, d'autre part, car, même adopté à la faveur d'un double vote-surprise, le statut en sortirait grevé de conditions telles que nombre d'objecteurs refuseraient de s'en prévaloir. Seule, la réforme médicale demeure une solution possible par sa souplesse et sa discrétion d'application.

Si l'on considère le temps où nous vivons, les lois qui prétendent nous régir, le climat des mœurs, il faut bien admettre que, du seul point de vue général, le réfractaire à la conscription est un anormal, un cas pathologique. Un tel être ne saurait bénéficier d'un statut du législateur mais d'une décision médicale le réformant pour inaptitude morale. Il appartient aux pacifistes de faire appliquer cette mesure à tous les « psychologiquement inaptes » détenus dans les ergastules républicaines. Le Ministre de la Guerre ne pourrait conserver le silence devant l'éclat public d'un scandale, le scandale permettant de faire subir des peines considérables à de jeunes hommes coupables de pacifisme conséquent. Certains sont morts de ce régime. Combien de temps durera l'indifférence générale?

Nous pourrions aller demander des comptes aux ministres français préparant la guerre en semaine et se déguisant en pacifistes aux réunions dominicales. Nous pourrions alerter ceux qui ont encore le courage de défendre les hommes enchaînés. Nous pourrions faire œuvre utile dans l'immédiat.

En changeant de méthodes et en passant à l'action, tout simplement.

Louis TORT

La pacification de la Bolivie

La capitale de la Bolivie se nomme La Paz, et le nouveau dictateur de l'Etat bolivien est Victor Paz Estenssoro. Paz, en espagnol, veut dire « paix ». Voilà dix ans que le senor Paz lutte à sa manière pour la paix, en entretenant en Bolivie, soit du dehors, soit du dedans, une situation de guerre civile qui fait la ruine du pays et la prospérité des cimetières. Ajoutons, pour compléter le tableau, qu'après avoir été un des alliés « pacificateurs » de l'axe Berlin-Rome-Tokio dans le Nouveau-Monde, Paz a signé l'appel de Stockholm en faveur de la paix (stalinienne) ! Comme on le voit, cet homme d'Etat n'a pas eu besoin de leçons du Kremlin pour devenir maître en l'art d'accommoder « la colombe aux olives ».

Né en 1907 d'une famille bourgeoise de sang-mêlé, le personnage accéda au pouvoir à trente-quatre ans, en qualité de ministre des finances — et dès lors ne songea plus qu'à conserver *per fas et nefas* l'assiette au beurre. C'est dans ce but et avec les moyens et les relations que lui conféraient ses fonctions de grand maître du budget bolivien, qu'il créa le Mouvement National Révolutionnaire, affilié extérieurement au nazisme et fortement axé (c'était en 1941) sur la victoire de Hitler à l'échelle mondiale. Cependant l'évolution de la situation européenne n'ayant pas confirmé l'attente de notre apprenti führer, un certain revirement commença à se manifester au sein du gouvernement dont Paz était le grand argentier. C'est alors qu'en septembre 1943, avec l'aide d'un groupe d'officiers, et celui de l'ambassade d'Allemagne, Paz renversa le président en exercice, son ancien patron politique el senor Penaranda, et lui substitua un homme de paille à sa propre dévotion, le colonel de Villaroel. Pendant trois ans les bandes nazi-fascistes firent régner en Bolivie un régime de terreur. En 1946, la victoire alliée entraîna la chute de la dictature. Des étudiants, des groupes de soldats, et des mineurs insurgés passèrent à l'action. Villaroel et trois de ses ministres, subissant le sort de Mussolini, furent lynchés et pendus aux réverbères de la capitale. La foule exaspérée donna la chasse aux principaux dignitaires du régime. Paz réussit à se sauver, et gagna l'Argentine où son collègue, Peron, venait précisément d'accéder au pouvoir. Une nouvelle phase commençait pour les dictatures fascistes en Amérique du Sud: celle de *l'alliance politique avec l'U. R. S. S. et avec les éléments communistes locaux.*

De 1946 à 1952, la Bolivie « libérée » vécut sous des gouvernements conservateurs qui partageaient leurs faveurs entre les exportateurs argentins de blé et de viande (la Bolivie est trop montagneuse pour se nourrir elle-même) et les propriétaires anglo-américains des mines d'étain. Cependant Juan Peron « organisait » à sa manière le commerce extérieur de l'Argentine, et accentuait ses visées sur l'étain bolivien — marchandise à la fois militaire et industrielle d'importance mondiale, et dont les Anglo-Américains et les Russes se disputent d'autant plus ardemment la possession, depuis que les mines d'étain de Malaisie se trouvent en grande partie hors circuit. Quant au Mouvement National Révolutionnaire de Paz, il jouait sa partie dans le concert en fomentant, parmi les malheureux mineurs indigènes de Catavi et Potosi, des grèves et des troubles sanglants, destinés à soutenir les opérations de chantage ou de marchandage du général Peron. Les « syndicats » du M. N. R. dirigés par le senor Lechin, et soutenus par les forces locales staliniennes et trotzkystes (le député trotzkyste Lora est en même temps le *secrétaire particulier* de Lechin) furent les dociles instruments de cette politique de sabotage et de pêche en eau trouble, dont Paz, Peron et l'U. R. S. S. recueillent aujourd'hui les fruits.

Appuyé sur les syndicats fascistes et communistes des mineurs ainsi que sur les éléments besogneux de la petite bourgeoisie — déracinés que leur misère incline vers les solutions autoritaires — Paz, en mai 1951, gagna la bataille des élections. Un groupe de généraux à la solde des compagnies minières fomenta alors un coup d'Etat « défensif » avec l'aide du gouvernement mis en minorité, et barra la route au vainqueur. C'est de cette junte militaire qu'un récent soulèvement a consommé la défaite.

La cent-quatorzième « révolution » dans l'histoire bolivienne, s'est terminée après quatre jours d'opérations qui ont laissé sur le terrain trois mille blessés et un millier de morts. La rebellion était conduite par Hernan Silès, homme de confiance de Paz, et Lechin, son délégué syndical. Bientôt l'ordre régnait à la Paz — comme jadis à Varsovie. La revanche de 1946 était à la portée du vainqueur, qui ne se fit pas faute d'en épuiser les jouissances. On se souvient du mot admirable du général Batista récemment vainqueur (par les mêmes méthodes) à la Havane: « *Je ne suis pas pour les révolutions sanglantes. Le seul sang qui doit couler est celui de mes ennemis.* » Cette devise est aussi celle de Paz Estenssoro et de sa révolution.

Les marxistes boliviens, alliés de Paz, justifient leur position en affirmant que le M. N. R., en tant que parti national de la bourgeoisie bolivienne, est l'agent naturel de la révolution « démocratique » qui prépare la route à la révolution « socialiste ». En fait, si l'on en croit le correspondant de presse mexicain Victor Alba — le *putsch* paziste, légal ou illégal, a eu pour but d'écraser le mouvement ouvrier bolivien. « *Les syndicats indépendants, qui sont encore jeunes, avaient récemment gagné en force et en activité* », écrit ce journaliste généralement bien informé; « *c'est probablement la crainte de perdre une part de l'influence exercée par le M. N. R. sur les mineurs qui a conduit les chefs fascistes à procéder à la prise de pouvoir. Quelques mois encore, et les mineurs, de même que les ouvriers des transports, déçus par la démagogie du M. N. R. et dégoûtés de la collaboration entre fascistes, staliniens et trotzkystes, auraient fort bien pu porter un coup sérieux à cette coalition des totalitaires.* »

Souhaitons donc que le syndicalisme apolitique reprenne ses droits en Bolivie, et prononce un jour le mot décisif dans la lutte sociale.

PIVOLO.

UN CONGRES PACIFISTE

Le *Comité de Résistance à la Guerre et à l'Oppression* tiendra un Congrès National, les vendredi 10 et samedi 11 avril, grande salle du 1er étage, au 44, rue de Rennes, Paris-6e. Des questions importantes y seront débattues entre pacifistes intégraux concernant l'organisation d'un vaste mouvement en France, indépendant des pro-russes et des pro-américains. Au cours des quatre séances prévues, qui seront présidées par Robert Jospin, Paul Rassinier, R. Froger-Doudement et Aurèle Patorni, des rapports seront présentés et soumis à la discussion par Emile Bauchet, Jean Gauchon, Fernand Henry, Félicien Challaye et Claude Villon. Première séance, vendredi 10 avril, à 9 heures. Invitation cordiale à tous. Le Secrétaire Général: *Emile Bauchet.*

PACIFISTES INTEGRAUX. — Invitation aux pacifistes de toutes tendances aux réunions bimensuelles qui se tiennent les 2e et 4e samedis de chaque mois, de 18 h. à 20 h., 2, rue de Lota (sous-sol), 15e, métro: Pompe ou Dauphine. Renseignements complémentaires en téléphonant à Kléber 03-88.

Si vous en avez les moyens souscrivez un abonnement de soutien

nos tendances

Les missionnaires du gouvernement mondial en Inde

LES journalistes de Bombay avaient invité Mlle Miluska Hoppeova venue de France pour organiser à Delhi une conférence sur le gouvernement mondial — Delhi paraît devoir être une Mecque rivale de Moscou et de New-York en ce qui concerne les conférences. Nous pensons que le mouvement pour un gouvernement mondial est mort d'une mort naturelle depuis que notre Conseil indien pour un gouvernement mondial organisé par Mr. Boyd-Orr — qui est maintenant en quête de transactions et autres ordres de Moscou, n'a pas donné signe de vie en dépit de ses principales ramifications dans les quatre grandes villes de l'Inde. Beaucoup de ses membres sont fondateurs du mouvement mondialiste d'après-guerre — nous disons d'après-guerre parce que durant la seconde guerre mondiale il exista aussi des mouvements précurseurs de l'Organisation des Nations Unies qui paraissent devoir s'estomper.

Miss Hoppeova se montra favorable à un gouvernement mondial, popularisé par l'aviateur américain Garry Davis qui rénonça provisoirement à la citoyenneté américaine se déclarant lui-même citoyen du monde.

Nous ne pouvons dire ou présumer que les croisés du gouvernement mondial sont des mystificateurs; mais assurer pour le moins que ce sont des naïfs ou des sots, vivant dans un monde de rêves sans contact avec les réalités et précisément avec les conditions d'un gouvernement mondial. Ce sont, nous le croyons, des pacifistes sincères bien qu'ils parlent en termes de gouvernement. Naïveté et sincérité ne sont pas suffisantes pour élaborer le pacifisme. Ils paraissent être encouragés par quelques gouvernements impérialistes et colonialistes parce qu'ils sont inoffensifs, bonasses, bavards. Il ne sert à rien de parler de pacifisme — sujet estimable — sans choquer quiconque; c'est insuffisant.

Ils semblent être même bienheureusement ignorants de la signification du terme « gouvernement mondial » puisque ce gouvernement sera comme les autres armé jusqu'aux dents pour se débarrasser de ceux qui désirent voir la liberté s'épanouir sous toutes ses formes, et qui est armé aux frais de ses sujets, dits citoyens, au lieu de serfs. Nous avons déjà l'esquisse d'un semblable gouvernement au sein de l'O. N. U. où la Russie et ses satellites sont représentés. Les Nations Unies ont tendance à former un gouvernement mondial de puissances impérialistes et colonialistes désirant maintenir leur hégémonie sur l'Asie et l'Afrique. Les bolcheviks essaient aussi d'établir un gouvernement mondial où tous les pays plieront sous la dictature du parti russe, au nom du communisme. Telle est bien leur idée du gouvernement et du communisme mondiaux. Il en résultera un fascisme imposé par un petit nombre de gens sur le monde entier.

Or, Mlle Hoppeova entre autres pacifistes, parle du gouvernement mondial comme d'un remède à tous les maux, sans préciser si elle opte pour le capitalisme privé ou la propriété d'Etat. C'est un point très épineux évité ordinairement pour ne pas irriter les inconséquents. Bien des leaders des mouvements pour un gouvernement mondial sont eux-mêmes de bons hommes d'affaires. Par exemple Mr. Boyd-Orr, partisan de la protection et de l'encouragement des affaires privées (capitalisme) sous un gouvernement mondial.

Pour des gens blasés, comme les journalistes, les conférences sont un soulagement à l'ennui, bien qu'il n'en sorte rien sinon d'insipides discours. Les champions du gouvernement mondial — bolchevik ou capitaliste — désirent-ils ou sont-ils prêts à abolir la base de tous les gouvernements: le profit? Certes non. Or, le profit par le négoce est le souffle vital des gouvernements, donc d'un gouvernement mondial « de tous les hommes généreux et bons ». Que les croisés du gouvernement mondial — il y en a une grande variété — soient très sincères n'empêche point qu'ils ignorent délibérément les fondements authentiques d'un gouvernement et, pareillement, du pacifisme, s'ils possèdent les moyens de répandre leur remède universel.

Leur unique argument est de répéter que des gouvernements séparés constituent un gaspillage. Cela est vrai mais ne rend pas la chose meilleure. Se lamenter contre l'ordre actuel n'est pas suffisant pour améliorer les conditions de vie si les mêmes tares sont conservées dans un système qui se contente de rendre simplement la base plus étroite.

Mlle Hoppeova, comme tous les pacifistes d'Etat, se plaint des nationalismes, causes de guerre. De là, un seul Etat et une seule conscience politique! Pour-

tant, aussi longtemps que les individus et les groupes devront combattre pour avoir leur place au soleil dans chaque pays, rien ne changera, même sous un gouvernement mondial, car rien en réalité ne sera modifié, voire proposé pour une modification et ces individus et groupes continueront la lutte les uns contre les autres en vue, simplement de vivre. Notre société est une jungle où les hommes se combattent et se combattront au moins aussi longtemps que l'économie sera concentrée. Là se trouve le nœud du problème.

Mais ce n'est point tout...

M.- P.-T. ACHARYA.

LA SEMAINE PROCHAINE:

AIME BAILLY

Amnistie

Depuis le cinquième siècle avant l'ère chrétienne, où le général athénien Thrasybule prononça la première amnistie enregistrée par l'histoire, on a vu succéder, aux grandes époques historiques, toute une série de mesures susceptibles d'apporter un apaisement à des décisions parfois prises arbitrairement. C'est alors avec prodigalité que l'encre se répand et que des flots d'éloquence, plus ou moins sincère, sont employés pour faire admettre la nécessité d'une amnistie. Mais, il s'agit trop souvent d'une application tronquée, réservée à de banales affaires de droit commun, qui n'ont aucun rapport avec la large mesure de clémence attendue par les victimes qui demeurent des « *réprouvés* ».

Il conviendrait donc de substituer à ces mouvements sporadiques, dont restent bénéficiaires quelques privilégiés, une vaste campagne susceptible d'alerter l'opinion publique et de provoquer un examen approfondi de la question par la grande presse.

Les dispositions législatives qui ont abouti, ces temps derniers, à des caricatures d'amnistie devraient nous rappeler la pensée d'Anatole France relative à la qualification des délits. « *Tout est dans la forme*, dit-il, *et il n'y a entre le crime et l'innocence que l'épaisseur d'une feuille de papier timbré.* » C'est donc vers une amnistie large et totale que nous devons nous orienter. Il n'est pas inutile de rappeler ici ce que l'on entend par amnistie: « C'est l'acte du souverain ou du pouvoir législatif qui efface jusqu'à la trace et le souvenir même d'une condamnation prononcée et annule tout commencement de poursuites, motivées par un acte tombant sous le coup de la loi. »

Par cet acte, on s'oriente vers la justice, la seule, la vraie: celle qui pardonne. Nous pourrions ajouter qu'elle est un double pardon, car en libérant le condamné, elle soulage en même temps la conscience sociale (tout au moins dans la mesure où l'action de cette dernière a retardé la libération des victimes d'une répression souvent féroce).

L'amnistie est un moyen qui s'impose, dans certaines occasions, aux gouvernements, qu'ils soient absolus ou démocratiques, pour faire oublier leurs crimes ou ceux de leurs prédécesseurs. Elle est un frein aux colères, aux haines, aux ressentiments que s'attire le pouvoir par des interprétations abusives d'un code souvent inhumain.

C'est parce que de nombreuses victimes du désuet code de justice militaire, dont on ajourne toujours l'abrogation, expient dans l'exil ou en prison leur noble refus de prendre part aux tueries périodiques, scientifiquement organisées, que nous souhaitons rencontrer une phalange d'hommes courageux, comme il s'en trouva dans le passé, afin d'entamer une campagne pouvant ouvrir la voie à une amnistie générale, pleine et entière, pour les cas énumérés ci-après: Désertion à l'extérieur ou à l'intérieur; insoumission; abandon de poste et mutilation volontaire; intelligences avec l'ennemi; rebellion militaire; faux et usage de faux en ce qui concerne les cas que nous venons de rappeler. Mais l'amnistie des délits militaires est insuffisante, elle doit être complétée par l'amnistie de délits qui, sous des dénominations différentes se rapportent à des actes identiques tels que: Articles de presse frappés en vertu des lois sur la Presse de 1893-94; action sociale pour faits de grève; action néo-malthusienne; action antimilitariste. En général, tous les actes sociaux réprimés, tant dans la métropole que dans les territoires de l'Union française.

Enfin, comme corollaire nécessaire de ce mouvement populaire, il convient de poursuivre l'abrogation de toutes les lois qui ont permis de telles iniquités, afin d'en éviter le retour. Nous pensons que malgré l'indignité présente de la presse, nous trouverons un profond écho dans les cœurs généreux auxquels on ne s'adresse jamais vainement.

André MAILLE.

CONTRE - COURANT 34, rue des Bergers Paris-15e

ANIMATEURS: Louis LOUVET et André MAILLE

MODALITES DES ABONNEMENTS
à la seconde série (janvier-juin 1953)

ABONNEMENT SIMPLE. — *France et Union française* : 300 fr. (24 numéros) ; 160 fr. (12 numéros). — *Extérieur* : 380 fr. (24 numéros) expédition groupée tous les 15 jours.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE. — CINQ CENTS FRANCS, comprenant la réception des 24 numéros et un versement au fonds spécial de prospection, diffusion, propagande.

ABONNEMENT DE SOUTIEN. — MILLE FRANCS, comprenant la réception des 24 numéros, une aide pour le lancement de l'hebdomadaire et un versement au fonds spécial de prospection, diffusion, propagande.

ABONNEMENT D'ESSAI. — CENT FRANCS, envoi de huit numéros. (Ce genre d'abonnement est surtout destiné — à notre avis — à faciliter ceux de nos amis qui veulent intéresser à notre propagande des personnes susceptibles ensuite d'y adhérer elles-mêmes.)

ENVOI DES FONDS *nominalement* à Louis Louvet, 34, rue des Bergers, Paris (15e). Compte chèque postal 880-87 Paris, même adresse.

PERMANENCE. — Les animateurs de « Contre-courant » tiennent une permanence les mardis, jeudis et samedis de 15 h. à 18 h., 11, rue de Sévigné (boutique rose), Paris-4e (métro: Saint-Paul ou Chemin-Vert).